

DÉCLARATION DU SNES-FSU, CAPA HORS CLASSE DES CERTIFIÉS

23 mai 2014

Cette CAPA intervient dans un contexte économique et social préoccupant. Pour n'en rester qu'à la question salariale, en lien direct avec l'ordre du jour de cette commission, la décision du gouvernement de poursuivre le gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017 est insupportable. Elle suscite un fort mécontentement de l'ensemble des fonctionnaires tant elle constitue un reniement par rapport aux promesses faites et ouvre la perspective de conséquences qui pourraient tourner au désastre.

Dans l'Education Nationale, la faiblesse salariale est pourtant un fait avéré et reconnu par tous. L'urgence consisterait non pas à l'aggraver mais à prendre des mesures permettant d'en sortir. Plus que pour d'autres catégories sans doute, les salaires enseignants ont subi les effets régressifs des politiques salariales menées dans la Fonction Publique. Quelques repères méritent d'être rappelés.

Ainsi peut-on chiffrer la perte de pouvoir d'achat d'un professeur certifié depuis 2000 à 2 mois de salaire par an. Si l'on conjugue la faible revalorisation du point d'indice de 2000 à 2010 au gel de sa valeur depuis 2010, ainsi qu'à l'augmentation des retenues pour pension, le pouvoir d'achat annuel d'un enseignant aujourd'hui, correspond au pouvoir d'achat acquis en 10 mois par un enseignant au même échelon en 2000. Et il faudrait continuer ?

Si les menaces qui ont pesé sur l'avancement des personnels semblent pour l'instant écartées, on fait le constat qu'une promotion d'échelon ou de grade conduit désormais au surplace. Les carrières sont écrasées. On monte les marches d'un escalator qui descend. Car, sans revalorisation du point d'indice, l'augmentation attendue de pouvoir d'achat qui devrait découler d'une promotion est largement érodée par la hausse des prix. Ainsi par exemple, un certifié qui venait d'atteindre le sixième échelon en 2008, puis est passé au choix au septième échelon en 2011, a, en 2014, le même pouvoir d'achat que celui qu'il détenait en 2008 et ce malgré sa promotion.

Les effets de telles logiques sur les salaires de début de carrière sont redoutables. Le premier salaire d'un certifié - le salaire d'embauche - représente aujourd'hui en 2014, 1,12 Smic. Il était à 1,36 Smic en 2000 et l'équivalent de 2 fois le Smic en 1980. Encore un effort - c'est ce qui nous est demandé - et ce sera le Smic ! Comment ignorer que la baisse d'attractivité de nos métiers qui en découle est une explication majeure de la crise de recrutement sans précédent que connaît le second degré ? La réalité des chiffres est implacable et les premiers résultats aux concours 2014 qui viennent d'être communiqués révèlent l'ampleur des difficultés à venir. Au Capes exceptionnel de mathématiques, seuls 50 % des postes ont été pourvus. Les résultats de l'admissibilité au Capes rénové de mathématiques sont tombés en début de semaine et sur les 1899 admissibles, 35 % sont déjà admis à la session exceptionnelle ce qui laisse présager à nouveau une déperdition importante de postes. Nous savons que cette situation, à des degrés divers, touche de nombreuses disciplines. Il serait vain d'espérer attirer suffisamment de jeunes vers nos professions sans revalorisation de celles-ci, sans amélioration des conditions d'exercice, sans pré-recrutements massifs. La politique qui est actuellement conduite par le gouvernement tourne le dos aux nécessités et laisse craindre une multiplication des postes non pourvus, une multiplication du recours dans les pires conditions à des personnels précaires sans formation.

A ce bilan préoccupant, s'ajoute la persistance de conditions de travail dégradées dans les établissements que ce soit au niveau des effectifs, des tensions croissantes dans les établissements, des réformes contestées, d'absence de toute perspective d'amélioration. Dans de telles conditions il ne faut pas s'étonner que le corps enseignant soit aujourd'hui désabusé et bien loin de croire à une quelconque refondation de l'Ecole. Laisser la situation se dégrader, comme semble être le choix de l'actuel gouvernement, est irresponsable pour l'avenir de nos professions comme du système éducatif.